NB789

ORGANISATION
INTERNATIONALE DE
la francophonie

ACCORD

RELATIF A

LA CONSOLIDATION

DU PROJET DE VALORISATION DU FRANÇAIS

EN ASIE DU SUD-EST

(VALOFRASE)

ORGANISATION INTERNATIONALE DE LA FRANCOPHONIE
19-21, AVENUE BOSQUET – 75007 PARIS (FRANCE)
TEL. +33 (0)1 44 37 33 00 – TELECOPIE +33 (0)1 45 79 14 98
http://www.francophonie.org

Accord relatif à la consolidation du projet de Valorisation du français en Asie du Sud-Est

Entre

le Gouvernement Royal du Cambodge,
le Gouvernement de la République Démocratique et Populaire du Laos,
le Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam,
le Gouvernement de la République française,
le Gouvernement de la Communauté française de Belgique,
le Gouvernement du Québec,
l'Organisation internationale de la Francophonie,
l'Agence universitaire de la Francophonie,
ensemble désignés les « Parties ».

Considérant :

Leur détermination à promouvoir, dans les politiques éducatives et linguistiques de leurs Etats et gouvernements, les valeurs et principes fondamentaux de la diversité culturelle et linguistique,

La Déclaration de la X^{e} Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernement des pays ayant le français en partage (Ouagadougou, Burkina Faso, 26 -27 novembre 2004), ainsi que la Charte de la Francophonie (Antananarivo, Madagascar, 23 novembre 2005),

La déclaration de Montreux (XII^{e} Conférence des Chefs d'Etat et de gouvernements - Suisse, 23-24 octobre 2010) encourageant les pays dont le français n'est ni la langue officielle ni la langue d'enseignement à lui accorder un statut privilégié dans les programmes d'étude des langues étrangères,

La Résolution sur la langue française adoptée lors du Sommet des Chefs d'Etat et de gouvernement de l'OIF (Québec, Canada 17-19 octobre 2008), affirmant la volonté de doter la Francophonie d'outils novateurs pour le rayonnement et la promotion de l'usage de la langue française d'une part, et, d'autre part, demandant à la Francophonie d'accompagner les États qui s'engagent en faveur du français, pour contribuer à garantir un enseignement public et privé de qualité dans un environnement multilingue, à tous les niveaux de la formation, notamment à travers le renforcement des programmes de formation initiale et continue des enseignants,

La pertinence d'une approche multilatérale et régionale concertée en vue d'accroître l'efficacité des actions menées dans les domaines linguistiques et culturels au service de l'éducation, de la formation et de l'insertion professionnelle pour valoriser la langue française et former un plus grand nombre de francophones qualifiés,

La nécessité de consolider les acquis de la première phase du projet de Valorisation du français en Asie-Pacifique à la lumière des conclusions de l'évaluation externe (2011),

Ont convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de l'accord

Le présent accord a pour objet :

- de définir et préciser les termes du partenariat entre les Parties dans la conduite de la seconde phase du projet de Valorisation du français en Asie du Sud-est ; (VALOFRASE), dite phase « de consolidation de l'enseignement du français en Asie du sud-est» ;
- de déterminer les rôles et engagements respectifs des partenaires ;
- d'organiser la gouvernance de VALOFRASE.

Article 2 : Objectifs du projet

La première phase du projet de Valorisation du Français en Asie du Sud-Est (VALOFRASE) visait à renforcer les capacités des ministères de l'éducation, des universités, écoles et instituts assurant la mise en œuvre des programmes liés à la langue française. Cette phase de consolidation de VALOFRASE soutient les politiques éducatives plurilingues permettant de valoriser l'enseignement du français, la formation et l'insertion professionnelle de francophones qualifiés à travers un dispositif multipartenarial régional fondé sur les orientations suivantes :

1. Enseignement du et en français

- Stabiliser les programmes bilingues existants grâce au renforcement des processus d'appropriation en cours, et les développer sur fonds publics et privés ;
- Accompagner la relance du français LV1, et poursuivre l'appui à l'essor de la LV2 (secondaire/universitaire ; publics/privés);
- Renforcer l'enseignement du français et en français dans les établissements supérieurs ;
- Favoriser la dimension culturelle de l'apprentissage de la langue.

2. Dispositifs de formation

- Conforter l'avenir des formations initiales des enseignants de français et de sciences en français, en améliorant le niveau de formation de ceux qui assurent des enseignements ou font de la recherche et en renforçant l'espace universitaire francophone régional ;
- Renforcer la formation continue en identifiant et mobilisant l'expertise francophone disponible dans la région via la constitution ou le renforcement de réseaux de formateurs et d'experts sur la base de Plans pluriannuels nationaux de formation continue avec une forte composante régionale, et en développant une offre de formation continue sur le marché.

3. Stratégies de valorisation

- Appuyer les Filières universitaires francophones existantes (de Licence ou de Master) en favorisant leur régionalisation et en exploitant les possibilités offertes par les TICE ;
- Accompagner la mise en place de procédures d'évaluation, d'habilitation et d'accréditation des diplômes délivrés par les établissements assurant des formations aux normes francophones internationales ;
- Assurer l'orientation et l'insertion professionnelles des étudiants et diplômés en renforçant les dispositifs institutionnels existants et les passerelles avec les employeurs. ;
- Elaborer un plan de communication de VALOFRASE interne et externe. Ce plan sera rédigé et mis en œuvre par la Coordination technique régionale (CTR).

Article 3 : Gouvernance

Les structures de gouvernance de VALOFRASE sont les suivantes :

Au niveau national :

Les comités nationaux de pilotage (CNP), instances de décision nationale, présidées par le Ministère de tutelle. La constitution des comités nationaux fait l'objet d'une décision ministérielle. Les partenaires francophones signataires de l'Accord relatif à la consolidation du projet VALOFRASE sont représentés et participent aux travaux et réunions des comités nationaux de VALOFRASE. Ces comités sont appuyés techniquement par les cellules nationales d'appui.

Les cellules nationales d'appui (CNA), instances techniques et opérationnelles, mandatées par les comités nationaux de pilotage concernés dont le responsable national est issu du ministère de tutelle. La création de ces instances techniques fait l'objet d'une décision collégiale et entre le ministère de tutelle et les partenaires francophones signataires de l'Accord. Les cellules d'appui sont les instances de coordination et de concertation régulières entre les partenaires, responsables de la mise en œuvre et du suivi du projet au niveau national.

Au niveau régional :

Le comité régional de coordination (CRC), instance de concertation régionale et multilatérale annuelle constituée des délégations représentant les 8 partenaires signataires du présent Accord. Le CRC veille au respect des termes de l'Accord et assure la coordination politique de VALOFRASE. Le rôle politique de l'OIF auprès des autorités en charge des systèmes éducatifs des trois pays de la région d'Asie du Sud-Est est assumé par le directeur du Bureau régional pour l'Asie et le Pacifique (BRAP) qui convoque le CRC.
La présidence du comité régional de coordination est une tâche tournante, assurée à tour de rôle par chacun des Ministères de l'Éducation des trois pays concernés. Le comité régional de coordination est appuyé par une équipe de coordination technique (voir ci-dessous).

La coordination technique régionale (CTR) assure le pilotage opérationnel du projet. Elle est constituée de trois correspondants nationaux désignés par les trois ministères de l'Education des pays participants de la région d'Asie du Sud-Est, d'un représentant du Centre Régional Francophone d'Asie-Pacifique (CREFAP) de l'OIF ; du chargé de coordination VALOFRASE de l'AUF-Bureau Asie Pacifique et de l'expert technique international, coordinateur du projet VALOFRASE/CEFASE dans le cadre des actions régionales suscitées ou soutenues par la France.

Article 4 : Modalités de mise en œuvre

Le projet est mis en œuvre sur la base des plans nationaux de chaque pays dans sa composante enseignement du français. Ces plans s'articulent autour d'un cadre logique comportant des indicateurs de suivi et de gestion de projet. Le plan est mis en œuvre à travers les organes de gouvernance du projet au niveau national et régional mentionnés dans l'article 3.

Article 5 : Engagements communs et partagés

- Etablir en priorité un cadre logique de l'intervention qui précisera les résultats attendus.
- Mettre en œuvre, dans une démarche de gestion axée sur les résultats, des actions correspondant au fonctionnement et à l'évaluation de ce projet multi-partenarial.
- Décliner, sous forme de programme, les actions qu'ils vont mettre en œuvre chaque année, à soumettre au comité régional de coordination.
- Faire connaître annuellement au Comité régional de coordination le montant du financement de chaque partenaire.
- Participer aux réunions des structures de gouvernance du projet VALOFRASE.

Article 6 : Engagements du Gouvernement Royal du Cambodge

Le Ministère de l'Éducation, de la Jeunesse et des Sports (MEJS) du Royaume du Cambodge, inscrit son action de la relance de la langue française dans son Plan national de développement de l'enseignement du et en français pour une nouvelle période 2012-2015 en prévoyant tous les moyens nécessaires pour un renforcement qualitatif et quantitatif en terme de formation des ressources humaines dans le contexte du plurilinguisme, de la régionalisation et de la mondialisation.

Dans ce cadre, le MEJS s'engage institutionnellement et techniquement à maintenir et à renforcer encore davantage la qualité de l'enseignement du et en français à travers :

- l'élargissement de la formation initiale des professeurs à l'Institut National de l'Éducation et à l'Université Royale de Phnom Penh pour combler la pénurie actuelle ;
- les appuis à la formation continue pour l'ensemble des enseignants de français dans le secondaire et le supérieur tant dans des filières LV1, LV2 que bilingues et universitaires ;
- la préparation de la mise en place des dispositifs permettant l'introduction des classes de français dès le niveau 4 du primaire ;
- le suivi des recherches-actions francophones ;
- la relance de la formation des inspecteurs disciplinaires pour l'enseignement secondaire.

Le gouvernement Royal du Cambodge s'engage à produire, après la signature de l'Accord, la contribution financière qu'il apportera au projet et à déterminer sur cinq ans les actions que le MEJS mènera en faveur du français telles qu'inscrites dans son plan national.

Article 7 : Engagements du Gouvernement de la République Démocratique Populaire du Laos

Le Ministère de l'Education et des Sports (MES) de la République Démocratique Populaire du Laos, conformément aux réformes éducatives et au 7ème plan national 2010-2015 pour le développement socio-économique du Laos s'agissant notamment de l'objectif principal de la politique éducative visant à développer les ressources humaines et à améliorer la qualité des enseignements, tient et continue à valoriser et à renforcer l'enseignement du et en français à tous les niveaux d'enseignement du pays, en particulier à l'université et dans les écoles normales, concernant la formation initiale, la formation continue, l'appui à l'enseignement des langues. notamment l'enseignement du français LV2 et à l'insertion professionnelle.

Il veillera également à prendre part et à soutenir toutes les actions qui seront entreprises dans le cadre des programmes bilatéraux et multilatéraux et notamment ceux de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Le gouvernement de la République Démocratique Populaire du Laos s'engage à produire, après la signature de l'accord, la contribution financière qu'il apportera au projet et à déterminer sur cinq ans les actions que le MES mènera en faveur du français telles qu'inscrites dans son plan national.

Article 8 : Engagement du Gouvernement de la République Socialiste du Vietnam

Le Ministère de l'Education et de la Formation (MEF) du Vietnam inscrit son action de consolidation et de valorisation de l'enseignement du et en français dans le « Projet d'enseignement/apprentissage des langues étrangères dans le système éducatif du Vietnam, période 2008–2020 » arrêté par la Décision No 1400, en date du 30 septembre 2008 du Premier Ministre (Projet 2020) et ce en étroite collaboration avec les partenaires francophones.

Le MEF s'engage à stabiliser et augmenter la qualité des classes bilingues; mettre en place l'enseignement du français LV2 à partir du collège auprès de l'enseignement de l'anglais LV1 au niveau primaire; continuer à développer l'enseignement du français LV1 (y compris les classes à option française) ; favoriser l'enseignement du et en français dans l'enseignement supérieur ; mener des études en vue de la mise en place de l'enseignement du français LV1 à côté de l'anglais LV2.

Il appuiera les actions de promotion de la langue française, du multilinguisme, du savoir et du savoir–faire francophone pour une meilleure visibilité de la francophonie. Il veillera à mobiliser les moyens humains, techniques et financiers nécessaires pour la mise en œuvre des engagements pris.

Le gouvernement de la République Socialiste du Vietnam s'engage à produire, après la signature de l'Accord, la contribution financière qu'il apportera au projet et à déterminer sur cinq ans les actions que le MEF mènera en faveur du français telles qu'inscrites dans son plan national.

Article 9 : Engagements du Gouvernement de la République française

Le MAEE s'attache à promouvoir la langue française et le multilinguisme grâce à des actions transversales, multi-partenariales et régionales en soutien à la francophonie multilatérale. Le français constitue un vecteur de développement et d'intégration régionale. L'objectif de cette politique est de renforcer et d'améliorer l'offre éducative du et en français ainsi que d'accroître la professionnalisation que cet enseignement rend possible.
Cette action passe par :

- la promotion du plurilinguisme dans les systèmes éducatifs,
- le soutien aux sections et filières totalement ou partiellement francophones,
- l'appui à la formation des professeurs de français,
- l'aide à la création de ressources pédagogiques modernes,
- l'introduction de certifications internationales de français et leur reconnaissance par les différents systèmes éducatifs.

A ce sujet, le MAEE met en œuvre un second Fonds de Solidarité Prioritaire (FSP) de consolidation de l'enseignement du français en Asie du Sud-est (CEFASE), seconde phase du FSP initial VALOFRASE. Dans ce cadre, il met à disposition les moyens suivants :

A. Financiers :

1) La poursuite de l'action régionale du renforcement des capacités structurelles de l'enseignement du français dans les trois pays concernés, sous la forme d'un nouvel FSP (dit CEFASE, consolidation de l'enseignement du français en Asie du Sud Est) d'un montant de 900 000 euros, de 2012 à 2015 ;

2) Les crédits d'intervention de la coopération française au sein des ambassades dans ces trois pays seront déterminés par la programmation annuelle du ministère des Affaires étrangères et européennes, telle qu'approuvée annuellement par le Parlement. Leur montant global devrait atteindre un volume financier similaire à celui du FSP.

Total : 900 000 euros + crédits d'intervention annuels.

B. Humains :

1) La mise à disposition d'un nouvel expert technique international, chef de projet en charge de la mise en œuvre du FSP « CEFASE ». Cet agent sera entièrement dédié à la coordination des actions définies en relation avec l'ensemble des partenaires tant multilatéraux que des ministères nationaux de l'Education et de la société civile afin de contribuer à la gouvernance optimale de ce projet.

2) Dans le cadre du FSP régional « CEFASE » et des plans d'actions nationaux des trois pays bénéficiaires, le MAEE s'engage à mettre, au service du projet, les attachés de coopération linguistiques et éducatifs des trois ambassades concernées, ainsi que leurs assistants (un au Laos et un autre au Viet Nam) soit un total de cinq agents.
Total général (1+2) : 06 agents

Article 10 : Engagement du Gouvernement de la Communauté française de Belgique

L'évolution du monde et sa nécessaire anticipation imposent à la Wallonie et à la Communauté française de Belgique de s'inscrire dans une culture de mondialisation juste, humaine et durable. Ainsi, le droit à la diversité, le socle des droits universels, la promotion du dialogue interculturel, l'égalité des genres, le développement durable ou encore la promotion des règles de bonne gouvernance sont autant de fondamentaux qui sous-tendent toutes les actions de Wallonie-Bruxelles.

La Communauté française dans ce cadre met l'accent sur l'éducation, la liberté de la presse, le plurilinguisme et donc la diversité culturelle, en cohérence avec ses actions bilatérales (partenariats) qui bénéficient d'autant plus aux populations.

Wallonie-Bruxelles tient à valoriser des opportunités de rayonnement régional par la mise à disposition au profit de pays voisins, de l'expertise fournie dans un pays déterminé, là où les circonstances et le contexte le permettent, notamment dans les régions du Mékong.

La contribution de Wallonie-Bruxelles sera déterminée ultérieurement en fonction des budgets disponibles sur le plan multilatéral (contribution à l'OIF), sur le plan bilatéral (budget Vietnam et budget Asie Non affecté) ou dans le cadre potentiel de la mise à disposition d'expert(s) de courte durée pour la structuration du programme.

Article 11 : Engagement du Gouvernement du Québec

Conformément à une volonté exprimée dans sa politique internationale, le Gouvernement du Québec poursuivra son engagement dans la promotion et le rayonnement de la langue française en Asie du Sud-Est en appuyant la seconde phase de VALOFRASE. À cet égard, il contribuera, en partenariat avec la Centrale des syndicats du Québec, au développement de l'enseignement du français dans les trois pays en soutenant plus particulièrement la formation des formateurs et des enseignants et, dans la mesure du possible, en contribuant à la réalisation du plan d'action régional.

Le gouvernement du Québec soutiendra ainsi deux domaines prioritaires de son action en Francophonie, la langue française et l'éducation. Aussi, il s'assurera que ces efforts soient associés à ceux qui sont menés dans le cadre des programmes multilatéraux francophones et, en particulier, ceux de l'Organisation internationale de la Francophonie et de l'Agence universitaire de la Francophonie.

Sous réserve de l'allocation des crédits appropriés, l'engagement financier du gouvernement du Québec dans le cadre du projet Valofrase sera de 100 000 $ par année pendant la durée de l'accord afin de réaliser l'ensemble ou une partie des engagements suivants :

A. <u>Contribuer au renforcement du Centre régional francophone en Asie-Pacifique (CREFAP)</u>

Dans le but de contribuer à la réalisation du plan d'action régional, le gouvernement du Québec est disposé à affecter un coopérant volontaire québécois, expert en éducation, au CREFAP. Son affectation se fera en collaboration avec la Centrale des syndicats du Québec (CSQ) selon les modalités négociées entre la CSQ et le ministère des Relations internationales (MRI).

O.G.

B. Offrir des stages en didactique du français au Québec

Des enseignants des pays de la région Asie-Pacifique seront intégrés au Programme de Stage en didactique de français, culture et société québécoises (SDCSQ) administré par le MRI.

Le programme de stage comprend trois volets :

- linguistique : production écrite et correction de points de grammaire adaptés aux besoins des étudiants; et correction phonétique ;
- didactique : ateliers pratiques permettant d'exploiter différentes stratégies d'enseignement; et observation de classes d'immersion en français à différents niveaux d'apprentissage ;
- culturel : conférences sur les volets historique, linguistique, littéraire, politique et social du Québec; sorties à caractère pédagogique, culturel et social.

Le (MRI) coordonne et finance ce programme, toutefois la sélection des stagiaires en provenance du projet Valofrase est effectuée par le CREFAP ou les associations de professeurs de français.

Article 12 : Engagements de l'Organisation internationale de la Francophonie

Les Etats et gouvernements membres de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) soulignent la nécessité de développer un enseignement de qualité de la langue en partage afin de maintenir et renforcer la diversité linguistique et culturelle.

L'OIF apporte son soutien aux actions qui s'inscrivent dans les trois axes d'intervention que sont

- l'appui institutionnel (gouvernance éducative et politique de communication),
- l'appui aux enseignements du et en français (primaire et secondaire)
- l'appui à la recherche et à l'emploi.

L'Organisation

- s'engage à ce que lesdites actions soient en cohérence avec les plans nationaux pour l'éducation élaborés par les trois pays.
- assure, en tant qu'institution intergouvernementale et par le biais de son Bureau Régional pour l'Asie et le Pacifique (BRAP), le rôle de coordination institutionnelle et politique du projet (veille, plaidoyer, incitation et facilitation) ;
- confie la gestion des dépenses courantes relatives à ce projet au BRAP et au Centre régional francophone pour l'Asie-Pacifique (CREFAP).

Le CREFAP coordonne et met en œuvre sur le plan technique et financier les moyens spécifiques que l'OIF dégagera pour la seconde phase de VALOFRASE. Pour la période 2011-2013 l'OIF met à disposition les moyens suivants :

A. Financiers :

La poursuite du projet VALOFRASE mis œuvre par le Centre Régional Francophone d'Asie-Pacifique (CREFAP) selon les axes définis dans l'article 6, point 6.4 de l'accord en prenant en compte les crédits des deux composantes ci-dessous :

Régionale avec un montant de 1 087 000 euros ;
Nationale avec un montant de 793 000 euros.

Total : 1 880 000 euros

B. Humains :

1) Un coordinateur politique en la personne de la Directrice du Bureau Régional pour l'Asie et le Pacifique ;
2) Un coordinateur technique en la personne de la Directrice du CREFAP.
3) Trois responsables de projets rattachés au CREFAP ainsi que leurs assistants (deux).
Total : 06 agents

Tout engagement concernant cette seconde phase du projet VALORASE, ne pourra être imputable à l'OIF que s'il est à la fois conforme aux engagements validés par le comité régional de coordination et respecte les procédures de gestion découlant du règlement financier de l'Organisation, l'ordonnateur délégué des dépenses étant le Directeur de la Direction de l'Education et de la Formation ou son délégataire éventuel.

L'OIF s'engage à faire connaître, sous forme de courrier officiel adressé à chaque partie, le montant de ses engagements jusqu'en décembre 2015 en tenant compte de la prochaine programmation quadriennale qui sera adoptée par ses Etats et gouvernements à la fin de l'année 2013 et des dispositifs budgétaires y afférents.

Article 13 : Engagements de l'Agence universitaire de la Francophonie

L'Agence universitaire de la Francophonie (AUF) rassemble les établissements d'enseignement supérieur et de recherche qui ont choisi le français comme langue d'enseignement. A ce titre elle contribue au développement de la recherche et de l'enseignement en français et souhaite poursuivre son engagement dans la promotion et l'aide aux formations francophones dans l'enseignement supérieur en Asie du Sud-Est.

L'AUF soutiendra en priorité les actions régionales impliquant plusieurs partenaires et s'adressant aux étudiants, chercheurs et universitaires francophones. Les actions envisagées sont la formation des enseignants de français dans le supérieur, la promotion de l'enseignement du français et en français, et la mobilité des étudiants francophones vers les formations francophones développées en Asie du Sud-Est.

La contribution de l'AUF sera déterminée ultérieurement en fonction des budgets disponibles et des orientations définies par le comité régional de coordination et les comités nationaux de pilotage.

Article 14 : bénéficiaires

Les bénéficiaires attendus du projet sont :

- Les Ministères de l'Education de la région francophone d'Asie du Sud-Est ;
- Les partenaires francophones travaillant en coordination sur des actions clairement identifiées, au regard de la formation notamment ;
- Les universités, écoles et instituts en charge des filières universitaires francophones, de la formation initiale et continue des enseignants de français ;
- Les établissements scolaires (privés comme publics, primaires et secondaires) ;

- Les enseignants de français – toutes catégories confondues ;
- Les élèves, les étudiants, et leurs familles.

Article 15 : Echéances

Le présent Accord entre en vigueur à la date de sa signature par l'ensemble des Parties et prend fin au 31 décembre 2015. Cet Accord ne pourra être modifié que par consentement écrit entre les Parties. Les modifications entreront en vigueur à compter de leur signature.

Les partenaires sont garants de la bonne gouvernance du projet en vue d'assurer les collaborations les plus efficaces, notamment par une ouverture du projet à des participations autres.

Article 16 : Règlement des différends

Tout litige relatif à l'interprétation ou à l'exécution du présent Accord est réglé par voie de négociation entre les parties.

Fait à Paris, le 19 décembre 2011, en huit exemplaires en français faisant également foi.

Pour le Gouvernement Royal du Cambodge

Pour le Gouvernement de la République Démocratique Populaire du Laos

Pour le Gouvernement de la République socialiste du Vietnam,

Pour le Gouvernement de la République française,

Pour le Gouvernement de la Communauté française de Belgique,

Pour le Gouvernement du Québec,

Pour l'Organisation internationale de la Francophonie,

Pour l'Agence universitaire de la Francophonie.

Signataires de l'Accord relatif à la consolidation du projet

VALOFRASE 2
Valorisation du français en Asie du Sud-Est

Mardi 10 janvier 2012

- **SEM Pit Chamnan, vice-ministre de l'Education, Cambodge**

- **SE Mme Sengdeuane Latchanthaboune, vice-ministre de l'Education, Laos**

- **SEM BUI Van Ga, vice-ministre de l'Education et de la Formation, Vietnam**

- **Monsieur Clément Duhaime, Administrateur de l'Organisation internationale de la Francophonie**

- **SEM Jean-François Girault, Ambassadeur de la République française au Vietnam**

- **M. Michel Robitaille, Représentant personnel du premier ministre du Québec auprès du CPF, Délégué général du Québec en France**

- **M. Franck Pezza, Délégué de la Fédération Wallonie-Bruxelles au Vietnam**

- **M. Olivier Garro, Directeur régional de l'Agence universitaire de la Francophonie pour l'Asie et le Pacifique**

O.G.

Bản dịch không chính thức

Hiệp định
củng cố Đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á

(VALOFRASE)

Hiệp định củng cố Đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á

Giữa

Chính phủ Cộng hòa Pháp,
Chính phủ Vương quốc Campuchia,
Chính phủ nước Cộng hòa dân chủ nhân dân Lào,
Chính phủ nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam,
Chính phủ nước Cộng hoà Pháp,
Chính phủ Cộng đồng người Bỉ nói tiếng Pháp,
Chính phủ Kê-bếch,
Tổ chức Quốc tế Pháp ngữ,
Tổ chức Đại học Pháp ngữ
Sau đây gọi là « các Bên ».

Xét đến:

Quyết tâm nhằm thúc đẩy, trong các chính sách giáo dục và ngôn ngữ của các Quốc gia và chính phủ, các giá trị và nguyên tắc cơ bản của đa dạng văn hóa và ngôn ngữ,

Tuyên bố của Hội nghị lần thứ 10 các nguyên thủ quốc gia và chính phủ các nước cùng chia sẻ tiếng Pháp (tại Ouagadougou, Burkina Faso, vào ngày 26 và 27/11/ 2004), cũng như Hiến chương của Cộng đồng Pháp ngữ (tại Antananarivo, Madagascar, ngày 23/11/ 2005),

Nghị quyết về tiếng Pháp đã được thông qua tại Hội nghị thượng đỉnh nguyên thủ quốc gia và chính phủ của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ tại Québec năm 2008, một mặt khẳng định mong muốn đem lại cho Cộng đồng Pháp ngữ các công cụ mới mẻ vì sự ảnh hưởng và quảng bá của sử dụng tiếng Pháp, mặt khác yêu cầu Cộng đồng Pháp ngữ hỗ trợ các quốc gia cam kết phát triển tiếng Pháp, để góp phần đảm bảo một nền giáo dục công và tư thục có chất lượng trong một môi trường đa ngôn ngữ, ở tất cả cácc cấp độ đào tạo, nhất là thông qua việc tăng cường các chương trình đào tạo ban đầu và bồi dưỡng giáo viên,

Tính xác đáng của một cách tiếp cận đa đối tác và theo vùng được tham khảo ý kiến của các bên nhằm làm tăng tính hiệu quả các hoạt động được thực hiện trong các lĩnh vực ngôn ngữ và văn hoá phục vụ giáo dục, đào tạo và hội nhập nghề nghiệp để làm tăng giá trị của tiếng Pháp và đào tạo một số lượng lớn hơn những người nói tiếng Pháp có chuyên môn cao.

Sự cần thiết phải củng cố các kết quả của giai đoạn đầu của đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á.

Đã Hiệp định các điều sau đây :

Điều 1 : Đối tượng của Hiệp định

1. Xác định và làm rõ các phương thức của mối quan hệ đối tác giữa các Bên trong việc thực hiện giai đoạn 2 của Đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á (VALOFRASE), gọi là giai đoạn « củng cố giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á » ;
2. Xác định các vai trò và các cam kết của từng đối tác
3. Tổ chức việc quản trị đề án VALOFRASE

Điều 2 : Mục tiêu của đề án

Đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á (VALOFRASE) trước đây nhằm tăng cường năng lực của các bộ giáo dục, các trường đại học, các trường học và các viện có nhiệm vụ đảm bảo việc triển khai các chương trình liên quan đến tiếng Pháp. Đề án củng cố đê án VALOFRASE hỗ trợ các chính sách giáo dục đa ngôn ngữ cho phép làm tăng giá trị của giảng dạy tiếng Pháp, đào tạo và hội nhập nghề nghiệp của những người nói tiếng Pháp có trình độ chuyên môn cao thông qua một cơ cấu đa đối tác cấp vùng được xây dựng dựa trên các định hướng sau đây :

1. Giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp

➢ Ổn định các chương trình song ngữ hiện có bằng việc tăng cường các tiến trình tiếp nhận đang thực hiện vào các hệ thống giáo dục và phát triển các chương trình này với các nguồn vốn công và tư nhân ;

➢ Hỗ trở việc mở trở lại việc giảng dạy tiếng Pháp ngoại ngữ 1 và tiếp tục hỗ trợ sự phát triển của tiếng Pháp ngoại ngữ 2 (trung học/đại học ; tư thục/công lập) ;

➢ Tăng cường giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp trong các trường đại học ;

➢ Tạo điều kiện cho yếu tố văn hóa của dạy học ngoại ngữ ;

2. Cơ cấu đào tạo

➢ Hỗ trợ phát triển của các đào tạo ban đầu giáo viên tiếng Pháp và giáo viên khoa học bằng tiếng Pháp, bằng việc cải thiện trình độ đào tạo của những người tham gia giảng dạy hoặc nghiên cứu và bằng việc tăng cường không gian Pháp ngữ trong vùng ;

➢ Tăng cường công tác bồi dưỡng bằng cách phát hiện và huy động nguồn chuyên gia pháp ngữ trong vùng thông qua việc thiết lập hoặc tăng cường các mạng lưới đào tạo viên và chuyên gia trên cơ sở các Kế hoạch quốc gia nhiều năm về bồi dưỡng với một cơ cấu mạnh cấp vùng, và bằng cách phát triển cung ứng về bồi dưỡng trên thị trường.

3. Các công cụ phát huy giá trị

➢ Hỗ trợ các chuyên ngành đào tạo pháp ngữ đang có (bậc cử nhân hoặc thạc sỹ) bằng cách tạo điều kiện cho chúng trở thành các chuyên ngành đào tạo cấp vùng và băng cách khai thác các khả năng của các phương tiện tin học và thông tin truyền thông ;

➢ Hỗ trợ việc thiết lập các thủ tục đánh giá, công nhận và kiểm định văn bằng,.... (các chương trình, các trường học,...) do các cơ sở giáo dục đào tạo theo chuẩn Pháp ngữ cấp ;

➢ Đảm bảo định hướng và hội nhập nghề nghiệp của sinh viên và những người có bằng cấp bằng các cơ cấu định chế hiện có và các cầu nối với các nhà sử dụng nhân lực ;

➢ Triển khai kế hoạch truyền thông VALOFRASE trong nội bộ và ra bên ngoài.

Điều 3 : Quản trị

Các cấu trúc quản trị của Đề án VALOFRASE thuộc hai cấp độ : cấp quốc gia và cấp khu vực :

1. Cấp quốc gia

- Các Ủy ban chỉ đạo quốc gia (CNP) : Cơ quan ra quyết định cấp quốc gia, do Bộ chủ quản chủ trì. Việc thành lập các Ủy ban chỉ đạo quốc gia cần được Bộ ra quyết định. Các đối tác Pháp ngữ kí Hiệp định củng cố Đề án Valofrase được cử người đại diện vào Ủy ban chỉ đạo quốc gia và những người đại diện này tham gia vào các công việc và các cuộc họp của Ủy ban chỉ đạo quốc gia đề án VALOFRASE. Các Ủy ban này được hỗ trợ kĩ thuật bởi các Ban hỗ trợ quốc gia.

- Các Ban hỗ trợ quốc gia (CNA) : Cơ quan kĩ thuật và tác nghiệp, được Ủy ban chỉ đạo quốc gia liên quan giao nhiệm vụ và người phụ trách Ban này thuộc Bộ chủ quản. Việc thành lập các cơ cấu kĩ thuật này do một quyết định tập thể nhưng chính thức giữa Bộ chủ quản và các đối tác Pháp ngữ kí Thỏa thuận. Các Ban hỗ trợ là những cơ cấu phối hợp và tham vấn thường xuyên giữa các đối tác, chịu trách nhiệm triển khai và theo dõi đề án ở cấp quốc gia.

2. Cấp khu vực

- Ủy ban phối hợp cấp khu vực (CRC) : Cơ cấu phối hợp cấp khu vực và đa phương hàng năm gồm các phái đoàn đại diện cho 8 đối tác kí Hiệp định này. Ủy ban phối hợp cấp khu vực đảm bảo việc tôn trọng các điều khoản của Hiệp định et bảo đảm việc phối hợp chính sách của đề án VALOFRASE. Vai trò chính trị của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ ((OIF) bên cạnh các cấp có thẩm quyền chịu trách nhiệm về hệ thống giáo dục của ba nước thuộc khu vực Đông Nam Á được thực hiện bởi Giám đốc Văn phòng khu vực châu Á-Thái Bình Dương (BRAP), người đứng ra triệu tập các cuộc họp Uỷ ban phối hợp cấp vùng (CRC).

Việc chủ toạ Uỷ ban phối hợp cấp khu vực được thực hiện luân phiên, lần lượt bởi các Bộ giáo dục Campuchia, Lào và Việt Nam. Uỷ ban phối hợp cấp khu vực được hỗ trợ kĩ thuật bởi một một nhóm phối hợp kỹ thuật (xem dưới đây).

- Nhóm phối hợp kĩ thuật cấp khu vực (CTR) đảm bảo công tác chỉ đạo triển khai đề án. Nhóm gồm 3 liên lạc viên quốc gia do ba Bộ giáo dục của các nước tham gia thuộc khu vực Đong Nam Á, một đại diện của Trung tâm tiếng Pháp châu Á – Thái Bình Dương (CREFAP) của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ (OIF), của cán bộ đảm trách phối hợp VALOFRASE của Cơ quan đại học Pháp ngữ - Văn phòng Châu Á – Thái Bình Dương và chuyên gia kĩ thuật quốc tế, điều phối viên đề án VALOFRASE/CEFASE trong khuôn khổ các hoạt động khu vực đề cập trên đây hoặc được Pháp tài trợ.

Điều 4 : Phương thức triển khai

Đề án được triển khai trên cơ sở các kế hoạch quốc gia của mỗi nước trong cấu phần giảng dạy tiếng Pháp. Các kế hoạch này kết nối với nhau xung quanh một khung logic (cadre logique) gồm các chỉ báo theo dõi và quản lý đề án. Kế hoạc được triển khai thông qua các cơ cấu quản trị của đề án ở cấp quốc gia và cấp khu vực đã được đề cập tại điều 3.

Điều 5 : Các cam kết chung và được nhất trí

Xây dựng một khung logic của đề án, trong đó ưu tiên xác định các kết quả mong đợi.

- Triển khai, theo phương pháp quản lý tập trung vào kết quả, các hoạt động tương ứng với sự vận hành và sự đánh giá của đề án đa đối tác này.
- Chi tiết, dưới dạng một chương trình, các hoạt động sẽ triển khai hàng năm và trình Uỷ ban phối hợp cấp khu vực.
- Công khai hàng năm bảng tài chính của mỗi đối tác để thông qua ở cuộc họp Uỷ ban phối hợp cấp khu vực.
- Tham gia các cuộc họp định chế của đề án VALOFRASE.

Điều 6 : Cam kết của Chính phủ Vương quốc Campuchia

Bộ Giáo dục, Thanh niên và Thể thao (MEJS) Vương quốc Campuchia đưa hoạt động phục hưng tiếng Pháp vào Kế hoạch quốc gia phát triển giảng dạy tiếng Pháp trong giai đoạn mới 2012-2015 bằng việc dự kiến tất các các phương tiện cần thiết để tăng cường về chất lượng và số lượng của đào tạo nhân lực trong bối cảnh đa ngôn ngữ, khu vực hóa và toàn cầu hóa.

Trong khuôn khổ này, Bộ Giáo dục, Thanh niên và Thể thao cam kết về mặt thể chế và kĩ thuật duy trì và tăng cường hơn nữa chất lượng của giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp thông qua :

- Mở rộng đào tạo ban đầu giáo viên tại Học viện Giáo dục Quốc gia và tại Đại học hoàng gia Phnom Penh để giải quyết nạn thiếu giáo viên ;
- hỗ trợ công tác bồi dưỡng đối với tất cả giáo viên tiếng Pháp ở cấp trung học và cấp đại học trong các chương trình ngoại ngữ 1, ngoại ngữ 2 cũng như song ngữ và đại học ;
- thiết lập các công cụ để mở các lớp tiếng Pháp ngay từ lớp 4 cấp tiểu học ;
- theo dõi các nghiên cứu-hành động pháp ngữ ;
- tạo điều kiện đào tạo thanh tra viên bộ môn cho cấp trung học

Chính phủ hoàng gia Campuchia cam kết đưa ra, sau khi Hiệp định được ký, cam kết về tài chính đối với Dự án và xây dựng các hoạt động do Bộ Giáo dục, Thanh niên và Thể thao sẽ triển khai trong vòng 5 năm để phát triển tiếng Pháp như đã xác định trong kế hoạch quốc gia.

Điều 7 : Cam kết của Chính phủ nước Cộng hòa dân chủ nhân dân Lào

Bộ Giáo dục và Thể thao nước Cộng hòa dân chủ nhân dân Lào, phù hợp với công cuộc cải cách giáo dục và Kế hoạch quốc gia lần thứ 7 (2010-2015) nhằm phát triển kinh tế xã hội của Lào nhất là để đạt mục tiêu chủ yếu của chính sách giáo dục nhằm phát triển nguồn nhân lực và cải thiện chất lượng dạy học, mong muốn và tiếp tục phát huy giá trị và tăng cường giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp ở tất cả các cấp học của đất nước, đặc biệt là ở đại học tổng hợp và trong các trường sư phạm, liên quan đến đào tạo ban đầu, đào tạo tiếp tục, việc hỗ trợ giảng dạy ngoại ngữ, nhất là giảng dạy tiếng Pháp ngoại ngữ 2 và hội nhập nghề nghiệp.

Bộ Giáo dục và Thể thao nước Cộng hòa dân chủ nhân dân Lào cũng quan tâm tham gia và hỗ trợ tất cả các hoạt động được tiến hành trong khuôn khổ các chương trìng song phương và đa phương và nhất là các chương trình của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ và của Cơ quan đại học Pháp ngữ.

Chính phủ nước Cộng hoà dân chủ nhân dân Lào cam kết đưa ra, sau khi Hiệp định được ký, cam kết về tài chính đối với Dự án và xây dựng các hoạt động do Bộ Giáo dục và Thể thao sẽ triển khai trong vòng 5 năm để phát triển tiếng Pháp như đã xác định trong kế hoạch quốc gia.

Điều 8 : Cam kết của Chính phủ nước Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Bộ Giáo dục và đào tạo Việt Nam (MEF) đưa hoạt động củng cố và phát huy giá trị của giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp vào trong khuôn khổ « Đề án dạy học ngoại ngữ trong hệ thống giáo dục quốc dân, giai đoạn 2008-2020 » (Đề án ngoại ngữ 2020) được phê duyệt theo Quyết định số 1400 ngày 30 tháng 9 năm 2008 của Thủ tướng chính phủ, với sự phối hợp chặt chẽ với các đối tác Pháp ngữ.

Bộ Giáo dục và Đào tạo cam kết giữ ổn định và nâng cao chất lượng của các lớp song ngữ, phát triển giảng dạy tiếng Pháp như ngoại ngữ 2 (LV2) kể từ bậc THCS cùng với việc giảng dạy tiếng Anh như ngoại ngữ 1 (LV1) ở bậc Tiểu học trong khuôn khổ Đề án 2020, tạo điều kiện thuận lợi cho việc giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp ở bậc đại học, tiến hành các nghiên cứu nhằm triển khai giảng dạy tiếng Pháp như ngoại ngữ 1 và tiếng Anh như ngoại ngữ 2.

Bộ Giáo dục và Đào tạo hỗ trợ các hoạt động quảng bá tiếng Pháp, quảng bá đa ngôn ngữ và văn hoá Pháp ngữ nhằm tăng sự hiện diện của pháp ngữ và sự đa dạng văn hóa, huy động các phương tiện nhân lực, kĩ thuật và tài chính cần thiết để thực hiện các cam kết.

Chính phủ nước Cộng hoà xã hội chủ nghĩa Việt Nam cam kết đưa ra, sau khi Hiệp định được ký, cam kết về tài chính đối với Dự án và xây dựng các hoạt động do Bộ Giáo dục và Đào tạo sẽ triển khai trong vòng 5 năm để phát triển tiếng Pháp như đã xác định trong kế hoạch quốc gia.

Điều 9 : Cam kết của chính phủ Cộng hòa Pháp

Bộ Ngoại giao và Châu Âu coi trọng việc quảng bá tiếng Pháp và đa ngôn ngữ bằng các hoạt động liên lĩnh vực, đa đối tác và mang tính khu vực thông qua sự hỗ trợ cho pháp ngữ đa phương. Tiếng Pháp là một công cụ phát triển và hội nhập khu vực. Mục tiêu của chính sách này là tăng cường và cải thiện cung ứng giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp cũng như tăng tính đào tạo nghề nghiệp của hoạt động giảng dạy.

Hoạt động này được thực hiện thông qua :

- việc phát huy tính đa ngôn ngữ trong các hệ thống giáo dục,
- sự hỗ trợ các khoa và chuyên ngành đào tạo hoàn toàn hoặc một phần bằng tiếng Pháp,
- việc hỗ trợ đào tạo giáo viên tiếng Pháp,
- sự giúp đỡ tạo ra các nguồn tư liệu giảng dạy hiện đại,
- đưa vào các chứng chỉ quốc tế tiếng Pháp và sự công nhận các chứng chỉ này bởi các hệ thông giáo dục khác nhau.

Về vấn đề này, Bộ Ngoại giao và Châu Âu triển khai một nguồn kinh phí FSP củng cố giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á (CEFASE), giai đoạn 2 của ngân sách VALOFRASE ban đầu.

Trong khuôn khổ đó, Bộ Ngoại giao và Châu Âu sử dụng các phương tiện sau :

A. Tài chính :

1) Tiếp tục các hoạt động khu vực nhằm tăng cường việc giảng dạy tiếng Pháp ở 3 nước kể trên, dưới hình thức một Quỹ đoàn kết ưu tiên mới (gọi là CEFASE, củng cố giảng dạy tiếng Pháp ở Đông Nam Á) với khoản tiền là 900.000 euros, từ 2012 đến 2015 ;

2) Các khoản chi của Bộ phận hợp tác của các Đại sứ quán tại 3 nước này sẽ được xác định thông qua việc lên kế hoạch hoạt động từng năm của Bộ Ngoại giao và Châu Âu, như đã được Nghị viện phê duyệt. Khoản kinh phí tổng thể phải đạt đến mức tương ứng với mức của Quỹ Đoàn kết ưu tiên.

Tổng : 900.000 euros + các khoản hỗ trợ hàng năm

B. Nhân lực :

1) Áp dụng phương thức một cố vấn kỹ thuật quốc gia mới, trưởng dự án phụ trách triển khai FSP (CEFASE). Cán bộ này sẽ hoàn toàn chịu trách nhiệm điều phối các hoạt động đã được vạch ra cho phù hợp với tổng thể các đối tác trên bình diện đa phương cũng như với từng Bộ Giáo dục quốc gia nhằm đảm bảo việc quản trị dự án một cách tối ưu.

2) Trong khuôn khổ của FSP khu vực « CEFASE » và các kế hoạch hành động của 3 nước thụ hưởng dự án, Bộ Ngoại giao và Châu Âu cam kết bố trí các Tuỳ viên hợp tác ngôn ngữ và giáo dục tại 3 đại sứ quán cũng như các trợ lý (1 ở Lào và 1 ở Việt Nam), tổng cộng là 5 cán bộ.

Tổng nhân lực : 6 cán bộ

Điều 10 : Cam kết của Chính phủ Cộng đồng người Bỉ nói tiếng Pháp

Sự biến đổi của thế giới và sự cần thiết đón đầu sự biến đổi này đòi hỏi Vùng Wallonie và Cộng đồng Pháp của Bỉ phải tham gia vào một nền văn hóa toàn cầu hóa công bằng, nhân văn và bền vững. Do vậy, quyền đối với sự đa dạng, hòn đá tảng của các quyền phổ quát, việc phát huy sự đối thoại liên văn hóa, sự bình đẳng về giới, sự phát triển bền vững hoặc thậm chí việc phát huy các quy tắc về quản trị tốt là những điều cơ bản làm nền tảng cho tất cả các hoạt động của vùng Wallonie-Bruxelles.

Cộng đồng Pháp trong khuôn khổ đó nhấn mạnh đến giáo dục, tự do báo chí, đa ngôn ngữ và do đó sự đa dạng văn hóa, nhất quán với các hoạt động song phương (đối tác) làm cho người dân được thụ hưởng nhiều hơn.

Wallonie-Bruxelles quốc tế mong muốn phát huy giá trị các cơ hội ảnh hưởng trong khu vực bằng việc làm cho các nước láng giềng thụ hưởng nguồn chuyên gia được cung cấp trong một nước ở đó các hoàn cảnh và bối cảnh cho phép, nhất là trong khu vực sông Mê-kông.

Đóng góp của Wallonie-Bruxelles quốc tế sẽ được xác định sau này tuỳ thuộc vào các ngân sách có được trên phương diện đa phương (đóng góp cho OIF), trên phương diện song phương (ngân sách Việt nam và ngân sách châu Á Chưa phân bổ) hoặc trong khuôn khổ tiềm năng của việc cung cấp chuyên gia ngắn hạn để xây dựng chương trình.

Điều 11 : Cam kết của Chính phủ Kê-bếch

Phù hợp với mong muốn được thể hiện trong chính sách quốc tế của mình, tỉnh Québec mong muốn tiếp tục theo đuổi cam kết trong tăng cường và ảnh hưởng của tiếng Pháp tại Đông Nam Á bằng cách hỗ trợ giai đoạn 2 của đề án VALOFRASE. Để thực hiện, tỉnh Québec sẽ đóng góp, trong quan hệ đối tác với Trung ương các nghiệp đoàn Québec, vào sự phát triển giảng dạy tiếng Pháp tại ba nước bằng việc hỗ trợ đặc biệt hơn nữa đào tạo đào tạo viên và giáo viên và trong khả năng cho phép, bằng cách đóng góp vào việc thực hiện kế hoạch hoạt động khu vực.

Chính phủ Québec do vậy mong muốn hỗ trợ hai lĩnh vực ưu tiên của hoạt động của mình trong cộng đồng Pháp ngữ đó là tiếng Pháp và giáo dục. Do đó, chính phủ Québec sẽ đảm bảo rằng các nỗ lực của mình sẽ gắn với các nỗ lực thực hiện trong khuôn khổ các chương trình đa phương pháp ngữ và đặc biệt các nỗ lực của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ và Cơ quan đại học Pháp ngữ.

Cam kết tài chính của Chính phủ Kê bếch trong khuôn khổ dự án Valofrase sẽ được duy trì ở giai đoạn 2 ở mức 75000$ (có thể tăng lên 100.000$) hàng năm trong thời hạn hiệu lực của Hiệp định nhằm thực hiện toàn bộ hoặc 1 phần các cam kết sau :

A. Đóng góp tăng cường Trung tâm tiếng Pháp châu Á Thái Bình Dương (CREFAP)

Với mục đích đóng góp vào việc triển khai kế hoạch hành động khu vực, Chính phủ Kê bếch cam kết bố trí 1 cán bộ tình nguyện người Kê bếch, chuyên gia về giáo dục làm việc ở CREFAP. Nhiệm vụ của cán bộ này là phối hợp với Nghiệp đoàn trung ương của Kê bếch (CSQ) theo các phương thức được thống nhất giữa CSQ và Bộ Ngoại giao (MRI).

B. Tổ chức các khoá tập huấn về phương pháp giảng dạy tiếng Pháp ở Kê bếch

Giáo viên của các nước trong khu vực Châu Á Thái Bình DƯơng sẽ tham gia Chương trình thực tập giảng dạy tiếng Pháp, văn hoá và xã hội của Kế bếc, do Bộ Ngoại giao tổ chức

Chương trình thực tập bao gồm 3 nhóm chính :

- Ngôn ngữ : viết và chữa ngữ pháp phù hợp với nhu cầu của sinh viên, chữa ngữ âm
- Phương pháp giảng dạy : hội thảo thực tế cho phép khai thác các chiến lược giảng dạy khác nhau, dự giờ các lớp học tiếng Pháp
- Văn hoá : hội thảo về lịch sử, ngôn ngữ, văn học, chính trị và xã hội của Kê bếch.

Bộ Ngoại giao điều phối và tài trợ chương trình này, tuy nhiên việc tuyển chọn các thực tập viên đến từ Dự án Valofrase do CREFAP hoặc các hiệp hội giáo viên tiếng Pháp đảm nhiệm

Điều 12 : Cam kết của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ

Các quốc gia và chính phủ thành viên của Tổ chức quốc tế Pháp ngữ (OIF) nhấn mạnh sự cần thiết phát triển việc giảng dạy có chất lượng của ngôn ngữ chia sẻ nhằm duy trì và đẩy mạnh sự đa dạng ngôn ngữ và văn hóa.

Tổ chức quốc tế Pháp ngữ hỗ trợ các hoạt động thuộc ba lĩnh vực hỗ trợ :

- hỗ trợ về thể chế (quản trị giáo dục và chính sách truyền thông),
- hỗ trợ giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp (tiểu học và trung học)
- hỗ trợ nghiên cứu và việc làm.

Tổ chức quốc tế Pháp ngữ

- cam kết quan tâm sao cho các hoạt này nhất quán với các kế hoạch quốc gia cho giáo dục được soạn thảo bởi ba nước.
- đảm bảo về mặt thể chế liên chính phủ và thông qua Văn phòng Châu Á Thái Bình Dương, vai trò điều phối thể chế và chính sách của dự án (theo dõi, hỗ trợ, thúc đẩy, khuyến khích) ;
- giao việc quản lý chi tiêu liên quan đến dự án này cho Văn phòng Châu Á Thái Bình Dương và Trung tâm CREFAP

Trung tâm CREFAP phối hợp và triển khai về phương diện kĩ thuật và tài chính các phương tiện chuyên biệt mà OIF sẽ cung cấp cho giai đoạn 2 VALOFRASE. Trong giai đoạn 2011-2013, OIF cam kết :

A. Tài chính :

Việc tiếp nối dự án VALOFRASE do trung tâm CREFAP đảm nhiệm theo các trục được xác định tại Điều 6, khoản 6.4 của Hiệp định bao gồm 2 cấu phần chính là :

Cấp khu vực với khoản tiền là 1.087.000 euros.

Cấp quốc gia với khoản tiền là 793.000 euros.

Tổng : 1.880.000 euros.

B. Nhân lực :

1) Một điều phối viên về chính sách là Giám đốc Văn phòng Châu Á Thái Bình Dương

2) Một điều phối viên về kỹ thuật là Giám đốc Trung tâm CREFAP

3) 3 cán bộ phụ trách dự án làm việc ở CREFAP cũng như các trợ lý (2 người).

Tổng : 06 cán bộ.

Mọi cam kết liên quan đến giai đoạn 2 của đề án VALOFRASE chỉ có thể quy cho OIF khi vừa phù hợp với các cam kết do Ủy ban phối hợp khu vực thông qua vừa tôn trọng các thủ tục quản lý xuất phát từ quy tắc tài chính của Tổ chức này, người kí lệnh chi trả được ủy nhiệm là Giám đốc Cục Giáo dục và Đào tạo hoặc người được Giám đốc ủy quyền.

Tổ chức quốc tế Pháp sẽ kết thông báo khoản ngân sách cam kết đến tháng 12 năm 2015 căn cứ vào việc xây dựng kế hoạch 4 năm sắp tới sẽ được các Quốc gia và Chính phủ thông qua vào cuối năm 2013.

Điều 13 : Cam kết của Cơ quan đại học Pháp ngữ

Cơ quan đại học Pháp ngữ (AUF) bao gồm các cơ sở đại học và nghiên cứu đã chọn tiếng Pháp là ngôn ngữ giảng dạy. Do vậy, cơ quan này **góp phần vào việc phát triển nghiên cứu và giảng dạy tiếng Pháp và mong muốn tiếp tục cam kết của mình quảng bá tiếng Pháp và hỗ trợ các đào tạo pháp ngữ trong giảng dạy đại học tại Đông Nam Á.**

Cơ quan đại học Pháp ngữ sẽ ưu tiên hỗ trợ các hoạt động cấp khu vực, bao gồm nhiều đối tác, và dành cho sinh viên, nghiên cứu viên và giảng viên đại học nói tiếng Pháp. Các hoạt động dự kiến là đào tạo giáo viên tiếng Pháp trong giáo dục đại học, việc phát triển giảng dạy tiếng Pháp và bằng tiếng Pháp và việc cấp học bổng cho sinh viên nói tiếng Pháp đi đào tạo tại Đông Nam Á.

Sự đóng góp của AUF sẽ được xác định sau căn cứ vào các ngân sách được cấp và các hoạt động xác định bởi Uỷ ban phối hợp cấp khu vực và các Ủy ban chỉ đạo quốc gia.

Điều 14 : Người thụ hưởng
Những người thụ hưởng của đề án là :

- Các Bộ Giáo dục của vùng pháp ngữ Đông Nam Á ;
- Các đối tác pháp ngữ làm việc phối hợp trên các hoạt động xác định rõ ràng, nhất là về đào tạo ;
- Các trường đại học, các trường và học viện có các chuyên ngành đại học pháp ngữ ;
- Các trường phổ thông (tư thục cũng như công lập, cấp tiểu học và trung học) ;
- Các giáo viên tiếng Pháp – gồm tất cả các đối tượng ;
- Học sinh, sinh viên và phụ huynh.

Điều 15 : Thời hạn
Hiệp định này có hiệu lực từ ngày được tất cả các Bên kí và kết thúc vào ngày 31 tháng 12 năm 2015. Bản Hiệp định này chỉ có thể được điều chỉnh với sự đồng ý bằng văn bản của tất cả Các bên. Các điều chỉnh sẽ có hiệu lực kể từ khi được kí.

Các đối tác phải đảm bảo cho việc quản trị tốt đề án nhằm bảo đảm các hợp tác hiệu quả nhất, hất là thông qua việc mở cửa dự án đối với các tham gia khác.

Điều 16. : Giải quyết tranh chấp

Mọi tranh chấp liên quan đến việc diễn giải hoặc thực hiện Hiệp định này được giải quyết thông qua thương lượng giữa các bên.

Làm tại Paris, ngày ....., thành tám bản bằng tiếng Pháp có giá trị như nhau.

Đại diện chính phủ Vương quốc Campuchia

Đại diện chính phủ Cộng hòa dân chủ nhân dân Lào

Đại diện chính phủ Cộng hòa xã hội chủ nghĩa Việt Nam

Đại diện chính phủ Cộng hòa Pháp

Đại diện Chính phủ Cộng đồng người Bỉ nói tiếng Pháp

Đại diện Chính phủ Kê- Bếch

Đại diện Tổ chức quốc tế Pháp ngữ

Đại diện Tổ chức đại học Pháp ngữ

BỘ NGOẠI GIAO Số: 11/2012/TB-LPQT	CỘNG HÒA XÃ HỘI CHỦ NGHĨA VIỆT NAM Độc lập - Tự do - Hạnh phúc

Hà Nội, ngày 23 tháng 02 năm 2012

THÔNG BÁO
Về việc điều ước quốc tế có hiệu lực

Thực hiện quy định tại khoản 3 Điều 53 của Luật Ký kết, gia nhập và thực hiện điều ước quốc tế năm 2005, Bộ Ngoại giao trân trọng thông báo:

Hiệp định củng cố Đề án tăng cường giảng dạy tiếng Pháp tại Đông Nam Á (VALOFRASE), làm tại Pa-ri ngày 19 tháng 12 năm 2011, ký tại Hà Nội ngày 10 tháng 01 năm 2012, có hiệu lực đối với Việt Nam và các Bên ký kết khác kể từ ngày 10 tháng 01 năm 2012.

Bộ Ngoại giao trân trọng thông báo./.

Nơi nhận:
- Văn phòng Quốc hội (để báo cáo);
- Văn phòng Chủ tịch nước (để báo cáo);
- Văn phòng Chính phủ (để báo cáo);
- Phòng Công báo, VPCP (để đăng Công báo);
- Bộ Giáo dục và Đào tạo;
- Vụ Tổ chức quốc tế, BNG;
- Lưu: LPQT (2).

TL. BỘ TRƯỞNG
KT. VỤ TRƯỞNG
VỤ LUẬT PHÁP VÀ ĐIỀU ƯỚC QUỐC TẾ
PHÓ VỤ TRƯỞNG

BỘ NGOẠI GIAO

Lê Thị Tuyết Mai